

La sécurité numérique des enfants : la nécessité de nommer un régulateur indépendant

Sommaire

Le Canada a besoin de toute urgence d'une législation exhaustive en matière de sécurité numérique qui priorise le bien-être des enfants et des adolescents. Pour assurer l'exécution efficace d'une telle législation, il faut un régulateur indépendant qui disposera du mandat, des compétences et des pouvoirs de contrainte nécessaires pour obliger les plateformes et services numériques à agir de manière responsable et à fonctionner dans l'intérêt des enfants et des adolescents.

Recommandation

Le gouvernement fédéral doit créer un poste de régulateur de la sécurité numérique indépendant qui disposera du mandat, des compétences et des pouvoirs de contrainte nécessaires pour obliger les plateformes et services numériques à agir de manière responsable et à fonctionner dans l'intérêt des enfants et des adolescents.

L'enjeu

Une utilisation malsaine des écrans chez les enfants et les adolescents

Dans un monde de plus en plus connecté, plus d'enfants et d'adolescents que jamais passent un temps considérable en ligne. Même si les directives canadiennes pour les enfants et les adolescents de plus de cinq ans recommandent de ne pas consacrer plus de deux heures de loisirs par jour aux écrans, [81 % des jeunes canadiens de 12 à 17 ans](#) déclarent dépasser les limites recommandées, et [23 % des élèves de l'Ontario de la 7^e à la 12^e année](#) affirment consacrer au moins cinq heures par jour aux réseaux sociaux. Une utilisation intensive ou inappropriée des écrans [se substitue au temps qui pourrait être voué](#) à l'apprentissage, au jeu, au sommeil et aux interactions avec la famille et les amis (des expériences qui favorisent toutes le sain développement du cerveau). L'utilisation des réseaux sociaux est également reliée à une [moins bonne santé mentale](#), à des [problèmes d'image corporelle](#), à du [harcèlement en ligne](#) et à des [symptômes d'anxiété](#) à l'adolescence.

Les plateformes et services numériques peuvent encourager une utilisation malsaine des écrans par une surveillance excessive des données et par des [fonctionnalités de conception persuasives](#) qui maximisent l'engagement des utilisateurs, y compris les notifications poussées, la lecture automatique, le défilement infini, les systèmes de récompense, les [interfaces truquées](#) et les algorithmes qui proposent constamment des recommandations personnalisées. Ces fonctionnalités attirent les utilisateurs de tout âge, mais en raison de leur cerveau en développement, les enfants et les adolescents sont [particulièrement vulnérables](#) aux tactiques qui attirent immédiatement l'attention.

Ce qu'il faut faire

Nommer un régulateur canadien de la sécurité numérique

Le Canada doit prioriser les droits et le bien-être des enfants et des adolescents. Pour ce faire, il doit créer un cadre fédéral de sécurité numérique exhaustif, qui inclut la nomination d'un régulateur



Centre pour une saine utilisation des écrans
DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE PÉDIATRIE



Société
canadienne
de pédiatrie

indépendant. De nombreux territoires de compétence de par le monde (y compris les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie) ont déjà adopté des législations sur la sécurité numérique pour tenir les plateformes et services numériques responsables et améliorer la sécurité en ligne pour les jeunes. Les autorités en matière de réglementation de ces territoires protègent les enfants et les adolescents par des mandats qui incluent l'élaboration et l'exécution de normes et de directives et le soutien de la supervision, de la transparence et de la conformité de l'industrie. Ce mandat favorise également l'éducation du public et la recherche.

La population canadienne a besoin d'un régulateur de la sécurité numérique qui sera responsable des éléments suivants :

Défendre les droits des enfants et des adolescents et reconnaître la nécessité de prévoir des mesures de protection particulières

Un régulateur de la sécurité numérique ferait respecter les engagements du Canada en vertu de la [Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant](#), qui consistent à protéger les droits des enfants à la vie privée et à un développement sain, tout en faisant progresser les [intérêts des enfants](#) dans la législation sur la sécurité numérique. Il est crucial d'instaurer une obligation de diligence de la part des plateformes et services numériques afin qu'ils agissent de manière responsable et que la conception et l'utilisation de ces produits tiennent compte des mesures de protection particulières pour les enfants et les adolescents.

Se concentrer sur la conception des plateformes

Les plateformes et services numériques sont conçus pour [maximiser l'engagement, le temps et l'attention](#), ce qui favorise une utilisation malsaine des écrans. Un régulateur de la sécurité numérique pourrait promulguer et mettre en œuvre des normes de conception des plateformes et des garde-fous qui priorisent la santé et le bien-être des enfants et des adolescents en ligne. Il pourrait également s'adapter aux technologies nouvelles et émergentes et

y réagir, y compris les services assistés par l'intelligence artificielle.

Se conformer aux pratiques exemplaires internationales

Le Canada peut prendre exemple de territoires internationaux déjà dotés de législations sur la sécurité numérique. La [Digital Services Act](#) (loi sur les services numériques) des États-Unis, qui est surveillée et mise en vigueur par la Commission européenne et les coordonnateurs nationaux des services et habilite les commissaires de la sécurité numérique à superviser et exécuter les lois sur la sécurité numérique, donne un aperçu concret des pouvoirs de surveillance et de contrainte, qui obligent l'industrie à se conformer. L'[Age-Appropriate Design Code](#) (code de conception adapté à l'âge) du Royaume-Uni est un exemple de législation sur la sécurité numérique et de mécanismes d'exécution qui priorisent le bien-être physique et mental des enfants. Si la législation canadienne se conforme aux modèles internationaux et aux pratiques exemplaires émergentes, la réglementation sera uniforme entre les territoires de compétence, et une pression accrue sera exercée sur les plateformes et services numériques pour qu'ils respectent leur obligation de diligence et limitent les préjudices que subissent les enfants et les adolescents en ligne.

Le passage à l'action

La santé, le développement et le bien-être des enfants et des adolescents méritent d'avoir préséance sur les intérêts commerciaux. Un leadership fédéral s'impose de toute urgence pour répondre aux risques pour la santé et le développement associés à l'influence croissante et à la puissance des plateformes et services numériques que les enfants et les adolescents utilisent au quotidien. En promulguant une législation exhaustive sur la sécurité numérique et en nommant un régulateur indépendant, le Canada peut amorcer un virage fondamental pour créer un environnement numérique plus sain et plus positif pour les enfants, les adolescents et les familles, lequel soutiendra leur santé et leur bien-être à long terme.

Information sur les recommandations en matière de politiques de santé numérique du Centre pour une saine utilisation des écrans :
[Prises de position prioritaires](#)



Centre pour une saine utilisation des écrans
DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE PÉDIATRIE



Société
canadienne
de pédiatrie